



Le 5 octobre, mobilisé-es pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études !

Les organisations syndicales **CGT-FO-FSU-Solidaires-FIDL-MNL-UNEF-UNL** réunies le 30 août appellent à la mobilisation de l'ensemble des travailleur-ses du secteur privé et public, et la jeunesse, **le mardi 5 octobre 2021**.

Elles rappellent qu'elles ont mis en garde le gouvernement, au début de l'été, face à ses projets de régression sociale. Elles ont, à cette occasion, formulé des solutions économiques et sociales pour sortir de la crise sanitaire.

Elles s'opposent à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié-es et des jeunes. L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salarié-es.

En cette rentrée, l'emploi est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail. La précarité est en forte hausse, et malgré une opposition unanime, la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage reste d'actualité. Le retour de la réforme des retraites que nous avons combattue et empêchée revient à l'ordre du jour. Gouvernement et patronat veulent imposer de nouveaux reculs sur les retraites. Le chômage partiel a provoqué la plupart du temps des baisses de rémunération importantes.

Trop de salarié.es, notamment les travailleurs-ses particulièrement exposé-es et dits de «2^{ème} ligne», maintenu.e.s à de bas salaires ne voient aujourd'hui aucune perspective d'amélioration.

Les agent.e.s de la fonction publique attendent toujours et depuis des années des mesures salariales à la hauteur de la perte de leur pouvoir d'achat. Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. Le dernier recul en date étant la suppression du repas à 1 euro pour toutes et tous, dont nos organisations réclament le rétablissement.

C'est pourquoi elles exigent:

- L'augmentation des salaires,
- L'abandon définitif et l'abrogation des lois et des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage, loi DUSSOPT, PLFSS, Loi Travail, Loi Touraine...
- Un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes
- L'Arrêt des aides publiques sans utilité sociale et environnementale et l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives.
- Un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses;
- La fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens;
- Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Les organisations **CGT-FO-FSU-Solidaires-FIDL-MNL-UNEF-UNL** affirment l'urgence d'augmenter le SMIC et les grilles de classifications, le point d'indice de la Fonction Publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études.

Elles appellent les femmes et les hommes de toutes les professions, les jeunes, les retraité.es à se mobiliser, **le 5 octobre**, par la grève et les manifestations, pour obtenir de meilleurs salaires, pour leurs emplois et leurs droits et une meilleure protection sociale. D'ores et déjà, elles décident de se revoir à l'issue de cette mobilisation.



Les organisations syndicales départementales **CGT-FO-FSU-Solidaires-UNEF-UNL** des Bouches du Rhône se sont réunies lundi 6 septembre 2021 pour la préparation de la mobilisation du 5 octobre 2021, à l'appel de nos organisations nationales.

Dans ce cadre, nous ne pouvons ignorer les propos et les propositions du Président de la République le 2 septembre lors de son discours présentant son plan pour le Grand Marseille.

☞ Plus que jamais nous dénonçons sa politique éducative, de suppressions de postes et de casse de l'École publique, laïque et républicaine et des statuts et **exigeons l'ABANDON immédiat de son projet d'expérimentation de la gestion des écoles et de l'enseignement pour 50 écoles marseillaises. Nous refusons que des contreparties soient imposées aux personnels pour la rénovation des écoles de Marseille. Le statut des enseignants doit être respecté**

☞ Nous considérons **INACCEPTABLE** les propos du Président de la République, comme ceux du Ministre de la Santé le 5 août à Aix-en-Provence, contre le droit de grève des syndicats des personnels territoriaux, enseignants et agents des services publics, qui constitue une offensive sans précédent contre le droit syndical, et qui s'inscrit dans tout le dispositif des lois liberticides décrétées sous couvert de la « crise sanitaire ». **Nous EXIGEONS le Respect inconditionnel du droit de grève qui est un droit constitutionnel.**

☞ Nous EXIGEONS la levée IMMEDIATE de toutes sanctions et suspensions de salaire pour tous les salariés du privé comme du public, qui ne présenteraient pas le passe sanitaire. Nous REFUSONS toutes formes de licenciement ou de radiation qui constitue une atteinte grave au respect du secret du dossier médical, et au contrat de travail lié à la convention collective ou au statut.

Marseille, lundi 6 septembre 2021

MANIFESTATION 5 OCTOBRE 2021

A MARSEILLE

RENDEZ-VOUS 10 HEURES 30

PORTE D'AIX

Direction PREFECTURE